

## Pourquoi est-il si difficile de privatiser en Grèce ?

Le 20 juillet, Costas Mitropoulous, responsable du programme des privatisations, démissionne. « Le gouvernement ne nous apporte pas le soutien dont nous avons besoin », résume-t-il pour justifier sa décision. Cet abandon de poste embarrasse.

En effet, les 28 privatisations grecques sont considérées comme une priorité pour engranger des recettes. L'objectif est de réaliser 15 milliards d'euros d'économie, d'ici 2015.

On trouve de tout dans les entreprises qui composent la liste : un centre commercial, des golfs ou des casinos sur les îles, la compagnie d'électricité (DEI ou PPC), les chemins de fer, le gaz naturel (Depa) ou le terrain d'Hellinikon (base de l'ancien aéroport international).

Parmi les intéressés, on compte des investisseurs chinois, russes, français, allemands...

« *Il n'y a pas encore de calendrier précis et de repreneurs annoncés* », reconnaît Areti Skafidaki, première secrétaire pour les Affaires économiques au ministère des Affaires étrangères.

Au grand dam de la troïka des bailleurs internationaux (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI), qui attend ces réformes, la Grèce progresse lentement. Le programme a déjà trois mois de retard. Aussi, le gouvernement a prévenu : seules deux opérations seront réalisées en 2012. Les cessions de la loterie nationale et de l'ex-centre international de presse olympique, qui feront gagner 3 milliards d'euros à l'Etat en crise.

En Grèce, les privatisations relèvent en effet du défi plus qu'ailleurs. « Le pays possède une vision socialiste de ses activités, les privatisations sont contraires à notre approche », rappelle Evangelos Venetis, de l'Institut de recherche hellénique (Eliamep). Entre 1981 et 1985, le Premier ministre Andreas Papandreou (Pasok) a nationalisé près de 230 entreprises, mettant en place une économie étatique. Conséquence, de 32 % du PIB en 1981, la dette publique est montée à 85 % en 1987.

Le service public, grâce à un tel poids (40 % du PIB, 785.000 salariés en 2011), est doté d'avantages sociaux et salaires supérieurs au privé. Parallèlement, les principaux syndicats, le Gsee (pour les employés des entreprises et secteurs sous contrôle public et privé) et l'Adedy (qui représente tous les fonctionnaires) deviennent des acteurs stratégiques. « *Andreas Papandreou a donné le pouvoir aux syndicats, ils l'ont encore aujourd'hui dans les décisions.* »

Aussi, chaque tentative de privatisation est marquée par une fronde syndicale. Ce fut le cas en 1992, lorsque Constantine Mitsotakis, Premier ministre, membre de la Nouvelle Démocratie, annonce une vague de privatisations. Il a essayé de céder la société des bus d'Athènes. Les syndicats ont acheté des véhicules pour assurer le transport public et empêché les chauffeurs de travailler. L'armée a dû intervenir pour conduire les bus ! La privatisation a échoué. Le gouvernement n'a pas été réélu.

Après la tentative sans lendemain de 1992, un nouveau sursaut apparaît chez les politiques en 1995. La candidature de la Grèce vient d'être acceptée pour intégrer l'Union économique et monétaire (UEM). Les gouvernements cèdent les entreprises au compte-goutte. Des participations de plusieurs sociétés sont vendues : OTE (organisation hellénique des télécommunications) en 1996, OPAP la société de paris de football en 2001, la Banque nationale de Grèce en 1998, la Bourse d'Athènes en 1997...Entre 1990 et 2006, la Grèce a mené 61 privatisations pour 20 milliards de dollars. « *C'est plus que n'importe quel pays d'Europe, à l'exception du Portugal !* », s'empare Georges Stathakis, économiste et député Syriza (gauche radicale).

Dans l'opinion publique grecque, les privatisations divisent. Pour Daphnée, artiste athénienne, « *les privatisations peuvent être dangereuses, les prix augmentent* ». Elle avoue toutefois : « *Malheureusement, je suis en faveur de privatisations en Grèce aujourd'hui, mais pas sans réserve.* » « *Nous n'avons plus le choix. Il y a urgence.* »

Le député Georges Stathakis estime qu'« *on demande trop d'un coup !* » « *Les expériences prouvent que les privatisations sont inefficaces.* »